



Compte rendu

de

L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Premier trimestre - 2026

MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET
ET DES FINANCES

|

AVANT-PROPOS

Le présent compte rendu rapporte l'exécution budgétaire de l'État au titre du premier trimestre de l'année 2026. Il s'inscrit dans un contexte national particulier, marqué par la survenance d'événements majeurs ayant significativement influencé le fonctionnement des administrations publiques et le rythme de mise en œuvre de l'exécution budgétaire.

En effet, le Cyclone Fytia a frappé les régions Nord-Ouest du territoire Malagasy en Janvier, entraînant des pertes de vie humaines ainsi que des déplacements massifs de populations, suivi du Cyclone Gezani en Février, laissant également un lourd bilan dans les régions de l'Est et du centre de l'île. Ces catastrophes naturelles ont entraîné une forte mobilisation des fonds publics autour des actions d'urgence, de secours et de réhabilitation, impactant de manière notable les priorités budgétaires et les capacités opérationnelles des administrations.

Par ailleurs, cette période a également été marquée par un remaniement gouvernemental intervenu au mois de Mars, introduisant une phase de transition institutionnelle. Ce changement a impliqué des réorganisations au sein des Départements ministériels, accompagnées d'ajustements dans les orientations stratégiques et les modalités de gestion, susceptibles d'avoir influé sur le rythme d'exécution des recettes et des dépenses publiques.

Dans ce contexte conjuguant pressions exogènes et recompositions institutionnelles, l'exécution budgétaire du premier trimestre 2026 reflète à la fois les efforts de continuité de l'action publique et les contraintes inévitables à une gestion en situation de crise. Le présent document vise ainsi à fournir une lecture fidèle des réalisations enregistrées, tout en mettant en perspective les facteurs ayant conditionné leur niveau d'exécution.

SOMMAIRE

I. RECETTES	8
I.1 Exécution globale des recettes fiscales	8
I.2 Exécution des recettes fiscales internes	8
I.3 Exécution des recettes douanières	9
I.4 Exécution des recettes non fiscales	10
II. EXECUTION DES DEPENSES PAR CADRE	11
III. BUDGET GENERAL	12
III.1 Exécution des dépenses du Budget Général par grande rubrique (Cadre I)	12
III.2 Intérêts de la dette	13
III.3 Exécution des dépenses de solde et pensions	13
III.4 Exécution des dépenses de fonctionnement hors Solde	15
III.5 Exécution des dépenses d'Investissement sur financement interne	25
III-6 Statistique des mouvements de crédits	26
III-7 Exécution des dépenses au 1er trimestre 2026 suivant la nomenclature fonctionnelle	27
III-8 Exécution des dépenses d'investissement selon la classification du Budget vert	29
III-9 Exécution des dépenses par secteur	30
IV. REGIONS	32
V. COMPTE PARTICULIER DU TRESOR	33
VI. FONDS DE CONTRE-VALEUR	34
VII. OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE	34

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Exécution des recettes fiscales pour le 1er trimestre 2026	8
Tableau 2 : Détails des recettes fiscales internes pour le 1er trimestre 2026	8
Tableau 3 : Détails des recettes douanières pour le 1er trimestre 2026	9
Tableau 4 : Détails des recettes non fiscales pour le 1er trimestre 2026	10
Tableau 5 : Répartition des dépenses par cadre pour le 1er trimestre 2026	11
Tableau 6 : Exécution du Budget Général pour le 1er trimestre 2026	12
Tableau 7 : Détails des intérêts de la dette pour le 1er trimestre 2026	13
Tableau 8 : Masse salariale du Budget Central au 1er trimestre 2026	13
Tableau 9 : Masse salariale du Budget Central par compte au 1er trimestre 2026	14
Tableau 10 : Secours aux décès des agents en activité au 1er trimestre 2026	14
Tableau 11 : Exécution des dépenses de fonctionnement par grande rubrique	15
Tableau 12 : Exécution des dépenses de fonctionnement hors solde par Ministère	16
Tableau 13 : Exécution des indemnités par Ministère	18
Tableau 14 : Exécution des biens et services par Ministère	21
Tableau 15 : Exécution des transferts par Ministère	23
Tableau 16 : Exécution des dépenses d'investissement sur financement interne	25
Tableau 17 : Statistique des mouvements de crédits au 1er trimestre 2026	26
Tableau 18 : Dépenses suivant la nomenclature fonctionnelle au 1er trimestre 2026	27
Tableau 19: Engagement des dépenses d'investissement par « Mesure » selon la classification du Budget vert	29
Tableau 20: Exécution des dépenses par secteur	30
Tableau 21 : Engagement par région 1T 2026	32
Tableau 22 : Détails du Compte Particulier du Trésor	33
Tableau 23 : Détails des Fonds de Contre-Valeur	34
Tableau 24 : Détails des opérations en capital de la dette publique	34

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1 : Comparaison des engagements 2025 et 2026 par cadre	11
Figure 2 : Comparaison des engagements 2025 et 2026 par grande rubrique	12
Figure 3 : Exécution des dépenses de fonctionnement par rubrique 1T 2026	16
Figure 4 : Taux d'engagement des dépenses de fonctionnement	18
Figure 5 : Taux d'engagement des indemnités par Département	20
Figure 6 : Taux d'engagement des Biens et Services	22
Figure 7 : Taux d'engagement des dépenses de transfert	24
Figure 8 : Taux d'engagement des PIP internes	26
Figure 9 : Exécution suivant la nomenclature fonctionnelle	28
Figure 10 : Comparaison des engagements par secteur entre 1T 2025 et 1T 2026	31

ACRONYME

AN	Assemblée Nationale
APEi	Accord de Partenariat Economique Intérimaire
BNGRC	Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes
BFM	Banky Foiben'i Madagasikara
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurance, Fret
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CFM	Conseil du Fampihavanana Malagasy
CNIDH	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
CPR	Caisse de Prévoyance de Retraite
CRCM	Caisse de Retraite Civile et Militaire
DA	Droit d'Accise
DD	Droit de Douane
DDAPEi	Droit de Douane - Accord de Partenariat Economique Intérimaire
DDP	Direction de la Dette Publique
DE	Droit d'Enregistrement
DGD	Direction Générale des Douanes
DGE	Direction des Grandes Entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DGT	Direction Générale du Trésor
FCV	Fonds de Contre-Valeur
HCC	Haute Cour Constitutionnelle
HCCDED	Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit
HCI	Haute Cour de Justice
IMP	Impôt sur les Marchés Publics
IR	Impôt sur les Revenus
IRCM	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers
IRM	Impôt sur les Revenus des Marchés
IRSA	Impôts sur les Revenus Salariaux et Assimilés
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MATSF	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers
MCC	Ministère de la Communication et de la Culture
MDG	Ministère Délégué en charge de la Gendarmerie nationale
MEAH	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
MDNPT	Ministère du Développement Numérique et de la Transformation digitale, des Postes et des Télécommunications
MEAH	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEH	Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures
MEN	Ministère de l'Education Nationale

MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MFA	Ministère des Forces Armées
MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MIDSP	Ministère de l'Industrialisation et du Développement du Secteur Privé
MIM	Ministère des Mines
MINAE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MINCC	Ministère du Commerce et de la Consommation
MINJUS	Ministère de la Justice
MINSAN	Ministère de la Santé Publique
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MPEB	Ministère de la Pêche et de l'Economie Bleue
MPPR	Ministère d'Etat auprès de la Présidence en charge de la Refondation
MPS	Ministère de la Population et des Solidarités
MSP	Ministère de la Sécurité Publique
MTA	Ministère de Tourisme et de l'Artisanat
MTEFoP	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction publique
MTM	Ministère des Transports et de la Météorologie
MTP	Ministère des Travaux Publics
PAEM	Plan Annuel d'Engagement et de Mandatement
PIP	Programme d'Investissement Public
PRRM	Présidence de la Refondation de la République de Madagascar
RFI	Recettes Fiscales Internes
SAD	Secours Au Décès
SAMIFIN	Sampanjarahaha Malagasy Iadiana amin'ny Famotsiambola sy ny Famatsiambola, ny Asa Fampihorohoroana (Service des renseignements Financiers)
SH	Système Harmonisé
SIIGFP	Système Intégré Informatisé de Gestion des Finances Publiques
TPP	Trans-Pacific Partnership
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

I. RECETTES

I.1 Exécution globale des recettes fiscales

Tableau 1 : Exécution des recettes fiscales pour le 1er trimestre 2026

(En milliards d'Ariary)

Recettes	LFI 2026	Réalisations 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2025
Impôts	6 221,7	1 298,0	20,9%	20,5%
Douanes	5 026,0	860,0	17,0%	22,0%
Total recettes fiscales	11 247,7	2 158,0	19,2%	21,3%

Source : DGI, DGD

Comparé au premier trimestre de l'année précédente, le recouvrement fiscal accuse un léger recul de 2,1 points, principalement imputable aux revenus douaniers. En revanche, les recettes fiscales internes maintiennent un niveau de réalisation globalement équivalent à celui enregistré sur la même période l'an dernier.

I.2 Exécution des recettes fiscales internes

Tableau 2 : Détails des recettes fiscales internes pour le 1er trimestre 2026

(En milliards d'Ariary)

Nature d'impôt	LFI 2026	Valeurs cibles 1T 2026	Réalisation 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2026/LFI	Taux de réalisation 1T 2025/LFI
Impôt sur les Revenus	1 703,0	291,9	279,7	16,4%	17,2%
Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés	966,3	233,7	222,3	23,0%	21,1%
Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers	108,9	34,7	15,4	14,2%	17,0%
Impôt sur les Plus-values Immobilières	18,5	4,6	3,4	18,6%	19,1%
Impôt Synthétique	173,6	49,1	38,7	22,3%	22,0%
Droit d'Enregistrement	67,2	16,9	13,3	19,8%	25,6%
Taxe sur la Valeur Ajoutée	1 852,9	493,9	459,6	24,8%	24,2%
Taxe sur les Transactions Mobiles	29,7	8,3	4,9	16,4%	-
Impôt sur les Marchés Publics	288,3	62,8	60,5	21,0%	28,1%
Droit d'Accise	961,8	195,4	197,4	20,5%	16,1%
Assurances	20,6	3,2	1,9	9,4%	11,2%
Autres	4,0	0,8	0,2	5,7%	7,4%
Droit des Timbres	26,9	7,2	0,7	2,5%	13,7%
TOTAL	6 221,7	1 402,5	1 298,0	20,9%	20,5%

Source : DGI

Par rapport aux valeurs cibles trimestrielles 2026, les résultats obtenus au niveau des recettes fiscales intérieures affichent une amélioration, comparés à ceux de la même période de 2025, avec une hausse de 12,4% (soit +143,0 milliards d'Ariary). Cette croissance est répartie entre les IR, IRSA, IS, TVA, TTM, DA, et autres recettes du Budget général. Par contre, une baisse des recettes a été constatée au niveau des IRCM, IPVI, DE, IRM (EX-IMP), assurances, et droit des timbres.

En référence à l'objectif de janvier à mars 2026 de 1 402,5 milliards d'Ariary, les réalisations sont chiffrées à 1 298 milliards d'Ariary, ce qui représente un taux de réalisation de 20,9%. Cette contre-performance a été constatée au niveau de toutes les natures d'impôts, à l'exception du DA.

I.3 Exécution des recettes douanières

Tableau 3 : Détails des recettes douanières pour le 1er trimestre 2026

(En milliards d'Ariary)

Nature des droits et taxes	LFI 2026	Réalisations 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2025
Produits non pétroliers	3 882,8	637,0	16,4%	22,3%
Droit de Douane	1 250,8	206,0	16,5%	21,9%
TVA	2619,6	430,6	16,4%	22,5%
Droit de navigation	2,3	0,4	17,4%	21,1%
Autres	10,1	0,0	0,0%	4%
Produits pétroliers	1 143,2	223,1	19,5%	22,1%
Taxe sur les produits pétroliers	314,5	69,4	22,1%	22,5%
TVA sur les produits pétroliers	828,7	153,7	18,5%	22,0%
TOTAL	5 026,0	860,0	17,0%	22,3%

Source : MEF/SG/DGD/DSC/SSAE

On observe une régression notable de 5,3 points de l'exécution des recettes douanières au premier trimestre 2026 par rapport à la même période en 2025.

Le passage du cyclone Gezani a endommagé les infrastructures portuaires, a fortement perturbé les échanges commerciaux et plus globalement, a affecté l'ensemble de l'économie nationale.

Le cours des produits pétroliers a accusé une baisse par rapport au premier trimestre de l'année 2025 : supercarburant -10% et gazole -8%.

Sur le Code des douanes :

Les principaux amendements apportés dans le Code des Douanes consistent en :

- La mise en cohérence du cadre juridique national avec les recommandations de l'Organisation Mondiale des Douanes ;
- Le reversement périodique des droits de douanes additionnels perçus au budget général en tant que recettes douanières ;
- La modification des dispositions relatives aux clauses transitoires pour apporter plus de précision sur l'application du régime antérieur et sur les pièces justificatives ;
- La clarification des dispositions relatives à l'origine ;
- La modification des dispositions relatives aux modalités d'application de la valeur en douane des marchandises à l'importation ;
- La réévaluation de la valeur en douane des marchandises à la suite d'accident ou de cas de force majeure des marchandises avariées, endommagées ou détériorées ;
- La mise en conformité de la prestation de serment des inspecteurs des douanes devant la Cour suprême suivant les dispositions de la Loi n°2004-036 du 01 Octobre 2004 ;
- La procédure de renforcement du contrôle douanier à l'entrée, des marchandises expédiées sous le régime du transit;
- La prorogation du délai de séjour des marchandises sous régime de transformation sous douane, par l'administration des douanes, dans un souci d'allègement administratif ;

- L'extension du bénéfice du régime de zone franche aux entreprises de service agréés, sous conditions légales et réglementaires ;
- La correspondance effective des marchandises avec l'activité de l'entreprise pour pouvoir les introduire dans la zone franche en suspension de droits et taxes ;
- L'alignement de la procédure de déclaration des éléments relatifs à la valeur en douane avec les bonnes pratiques internationales ;
- La perception de la part contributive de l'administration douanière, des droits et taxes spéciaux sur les produits miniers (DTSPM) prévus par le code minier et son décret d'application ;

Sur le Tarif des douanes :

Au titre du Tarif des douanes, l'exécution budgétaire intègre des mesures de retaxation ciblée de certaines sous-positions nationales, visant à corriger les distorsions fiscales, renforcer la protection des filières locales et améliorer le rendement des recettes douanières, tout en soutenant une consommation plus conforme aux priorités nationales.

I.4 Exécution des recettes non fiscales

Tableau 4 : Détails des recettes non fiscales pour le 1er trimestre 2026

(En milliards d'Ariary)

Rubrique	LFI 2026	Exécution 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2026	Exécution 1T 2025
Recettes Non Fiscales	285,4	16,9	5,9%	11,4%

Source : DGT

Les recettes non fiscales collectées pendant le premier trimestre 2026 se situent provisoirement à 16,9 milliards d'Ariary, soit 5,9% de l'objectif annuel. Elles sont essentiellement constituées par les dividendes encaissés et les redevances.

Par rapport à l'année précédente, un recul de 5,5 points est constaté.

II. EXECUTION DES DEPENSES PAR CADRE

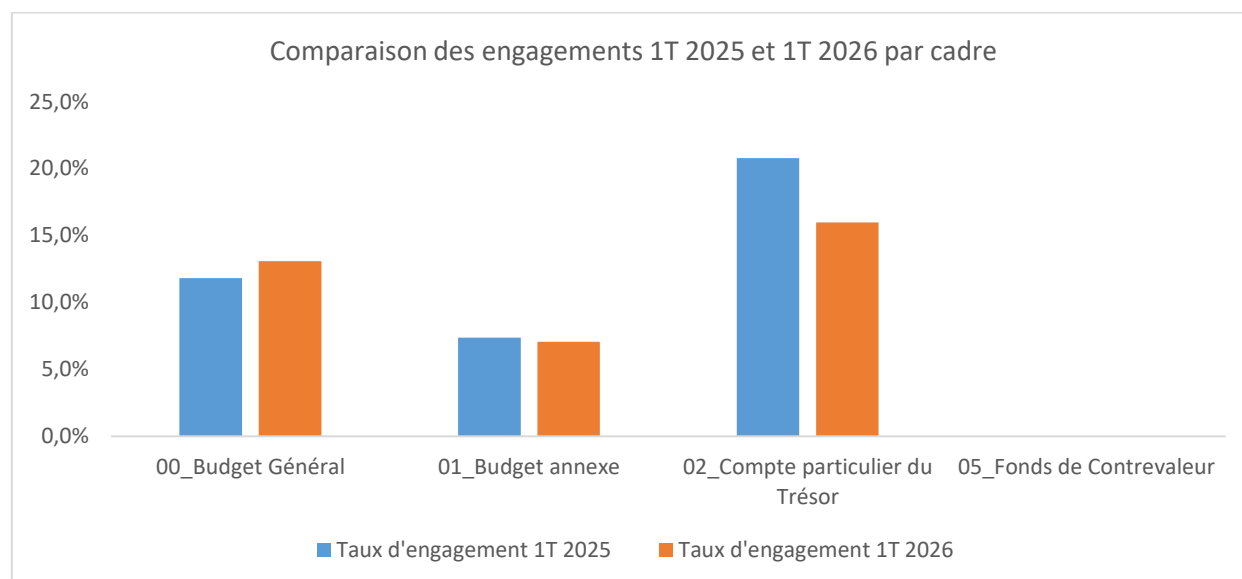
Tableau 5 : Répartition des dépenses par cadre pour le 1er trimestre 2026

(En milliards d'Ariary)

Cadres	LFI 2026	Engagés	Mandatés	Taux de réalisation 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2025
00- Budget Général	16 764,6	2 195,2	1 351,4	13,1%	12,7%
01- Budget annexe	38,7	2,7	1,8	7,1%	7,4%
02- Compte particulier du Trésor	2 836,6	453,1	302,0	16,0%	20,8%
05- Fonds de Contrevaieur	5,5	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Total général	19 645,5	2 651,0	1 655,2	13,5%	13,8%

Source : SIIGFP (Hors Opérations d'Ordre)

Figure 1 : Comparaison des engagements 2025 et 2026 par cadre



Les crédits alloués pour l'exercice 2026 pour les cadres cités ci-dessus s'élèvent à 19 645,5 Milliards d'Ariary contre 27 793,0 en 2025. Le taux d'engagement global relatif aux dites inscriptions est de 13,5%, équivaut à un montant de 2 651,0 milliards d'Ariary (situation hors opérations d'ordre pour le Budget Général).

A l'égard du Budget Général, l'engagement réalisé affiche un montant total de 2 195,2 Milliards Ariary sur une allocation de 16 764,6 milliards d'Ariary, soit un taux de 13,1%. Il nous convient de constater que depuis 2025, le taux d'engagement ne dépasse pas les 15% pour la même période car il passe de 12,7% à 13,1% en 2026.

A propos des Comptes Particuliers du Trésor, 11 Départements disposent des inscriptions budgétaires pour l'année 2026 s'élevant à 2 836,6 milliards d'Ariary. Par ailleurs, seuls, 4 Départements (MINJUS, MEF, MEDD, METFP) réalisent des engagements à hauteur de 453,1 milliards d'Ariary donnant un taux d'engagement de 16,0%.

En ce qui concerne les Fonds de Contre-Valeur, avec une inscription de 5,5 milliards d'Ariary, aucun engagement n'est enregistré, une situation similaire par rapport à l'année précédente.

III. BUDGET GENERAL

III.1 Exécution des dépenses du Budget Général par grande rubrique (Cadre I)

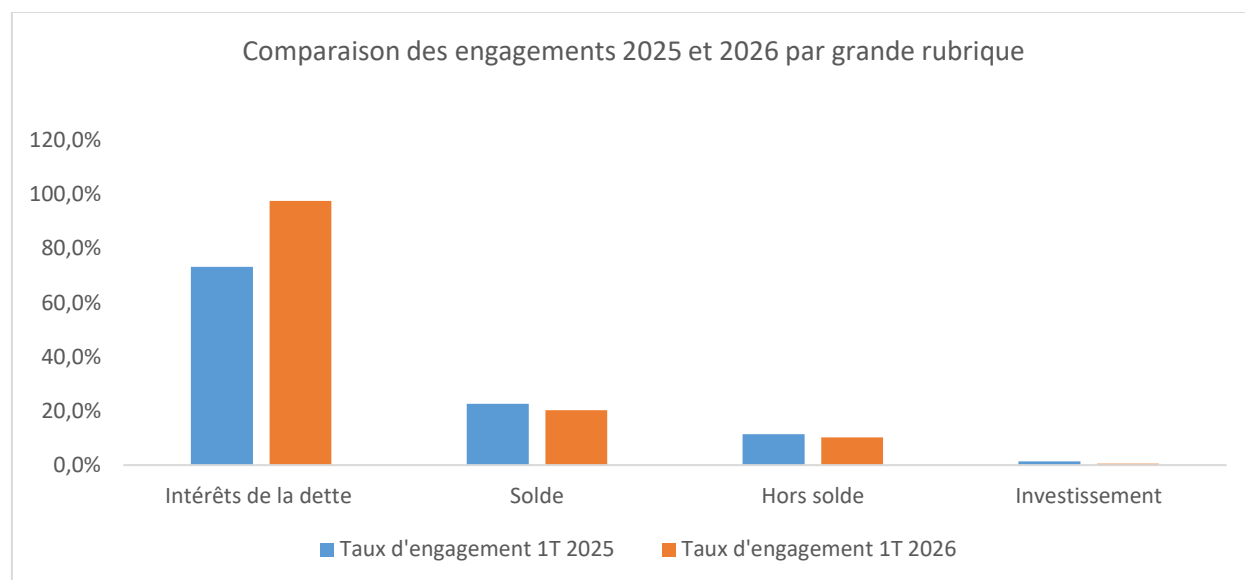
Tableau 6 : Exécution du Budget Général pour le 1er trimestre 2026

(En milliards d'Ariary)

Catégorie de dépenses	LFI 2026	Engagés	Mandatés	Taux de réalisation 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2025
Dépenses - Intérêts de la dette	980,4	956,4	151,3	97,6%	73,2%
Dépenses de solde	4 852,8	982,6	982,4	20,2%	22,6%
Dépenses de fonctionnement	2 029,5	208,9	191,2	10,3%	16,9%
Dépenses d'investissement	8 902,0	47,3	26,5	0,5%	1,4%
Total général	16 764,6	2 195,2	1 351,4	13,1%	12,7%

Source : SIIGFP (Hors Opérations d'Ordre)

Figure 2 : Comparaison des engagements 2025 et 2026 par grande rubrique



Au premier trimestre, l'engagement global du Budget Général s'élève à 2 195,2 milliards d'Ariary, soit un taux de 13,1% par rapport à la prévision annuelle. Comparé à la même période en 2025, une augmentation de 0,4 points a été constatée. Toutes les catégories de dépenses indiquent une diminution du taux d'engagement par rapport à ladite période à l'exception des Intérêts de la Dette.

97,6% des intérêts des emprunts ont été engagés, correspondant à 956,4 milliards d'Ariary et reflétant une hausse de cette rubrique de 24,4 points par rapport à la même période de l'année précédente.

En matière de Solde, l'inscription budgétaire passe de 3 846,4 milliards d'Ariary en 2025 à 4 852,8 milliards d'Ariary cette année, soit un accroissement de 26,2%. Par contre le taux d'engagement n'est que 20,2%, soit une légère baisse de 2,4 points par rapport à l'année 2025.

Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement s'établit à 10,3 %, soit un recul de 6,6 points par rapport à l'année précédente. L'ensemble des rubriques enregistre une diminution des niveaux d'exécution, notamment les indemnités, les biens et services, ainsi que les transferts. Cette dernière catégorie affiche d'ailleurs la baisse la plus marquée, avec une diminution de 9 points, passant de 18,8 % en 2025 à 9,8 % en 2026.

Quant aux dépenses d'investissement, l'exécution n'a quasiment pas encore décollé puisque le taux d'engagement n'est que de 0,5% sur le budget inscrit.

III.2 Intérêts de la dette

Tableau 7 : Détails des intérêts de la dette pour le 1er trimestre 2026

(En Milliards d'Ariary)

Rubrique	LFI 2026	Exécution 1T 2026	Mandatés*	Taux de réalisation 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2025
Intérêts dette intérieure	645,7	145,2	145,2	22,5%	22,6%
Bons du Trésor	549,9	143,3	143,3	26,1%	27,7%
Avances statutaires	54,5	0	0	0%	6,3%
Autres	41,3	1,9	1,9	4,6%	4,9%
Intérêts dette extérieure	334,8	62,5	62,5	17,4%	16,1%
TOTAL	980,5	203,6	203,6	20,7%	19,9%

Source : DGT

*La disparité d'exécution des opérations de la dette publique ne permet pas de renseigner les colonnes indiquées

Le paiement des intérêts de la dette intérieure est conforme aux prévisions, à l'exception des avances statutaires. Pour cette dernière, aucun paiement n'a été effectué au titre de l'année 2026 car il n'y a pas eu de tirage.

Le montant effectivement payé au titre des intérêts de la dette extérieure est encore à confirmer lors de la réception des avis de débit provenant de la BFM. Toutefois, le montant mandaté à fin Mars 2026 s'élève à 62,5 milliards d'Ariary. Cela correspond à un taux de réalisation de 18,7% au lieu de 25%. L'écart est essentiellement expliqué par :

- La commission d'engagement de la Banque Mondiale fixée à un taux maximum de 0,5% (en se basant sur l'accord de prêt), mais qui est finalement ramené à 0% (suivant les avis d'échéance de la Banque Mondiale) ;
- Les prévisions d'intérêts et de commissions pour les nouveaux prêts attendus et qui n'ont pas été signés ; et
- La différence de change.

III.3 Exécution des dépenses de solde et pensions

Masse salariale du Budget Central au 1er trimestre 2026

Tableau 8 : Masse salariale du Budget Central au 1er trimestre 2026

(En milliards d'Ariary)

LFI 2026*	Valeur cible 1T 2026**	Consommation 1T 2026***	Ecart	Taux d'exécution 1T 2026****	Taux d'exécution 1T 2025
4 852,7	1 213,1	982,6	230,5	20,2%	22,6%

Source : SIIGFP

*Inscription LF 2026 représente les crédits alloués à la masse salariale du budget général central sans les MFA, MDG et les personnels extérieurs ;

**La valeur cible 1er trimestre représente les crédits prévus, suivant le taux de régulation 25% selon la circulaire de l'exécution budgétaire 2026, pour le premier trimestre 2026 ;

***Consommation 1er trimestre 2026 représente la consommation des crédits des soldes et accessoires des agents de l'Etat en activité ainsi que les parts patronales pour les CRCM et CPR ;
 ****Taux d'exécution : reflet de l'exécution budgétaire par rapport à la prévision inscrit dans la LFI. L'écart montre la sécurité ou la marge de la sécurité budgétaire.

Les dépenses globales de solde respectent le taux de régulation prévus pour la période de 1T/ 2026, et n'ont pas dépassé la valeur prévue, les dépenses consommées restent en dessous de la prévision de la LFI.

Une partie des recrutements prévus pour 2023-2025 est actuellement entamée comme le cas du Ministère de la Sécurité Publique et du Ministère de l'Education Nationale.

Masse salariale du Budget Central par compte au 1er trimestre 2026

Tableau 9 : Masse salariale du Budget Central par compte au 1er trimestre 2026

(En milliards d'Ariary)

Compte	LFI 2026	Valeur cible 1T 2026	Consommation 1T 2026	Ecart	Taux d'exécution 1T 2026	Taux d'exécution 1T 2025
6011*- Personnel Permanent	4 409,2	1 102,3	886,7	0,2	20,11%	22,9%
6062**- Cotisation Caisse de Retraites Civiles et Militaires	273,4	68,3	57,8	10,5	21,16%	19,5%
6063***- Cotisation Caisse de Prévoyance de Retraite	170,0	42,5	38,0	4,5	22,35%	22,3%

Source : SIIGFP

***Compte 6011** est versé dans ce paragraphe, la solde de tous les agents de l'Etat exerçant un emploi permanent. (Traitement Solde de Base, Pension Alimentaire 764, Opposition 764, IRSA 706, CRCM 770 Part Individuelle, CPR 770 Part Individuelle, Débets 768, Amendes 769, Œuvre sociale 701, Indemnités de Responsabilité 707, Retraite Complémentaire 766).

****Compte 6062** est versé dans ce paragraphe, la Cotisation Caisse de Retraite Civile et Militaire (CRCM).

*****Compte 6063** est versé dans ce paragraphe, la Cotisation Caisse de Prévoyance de Retraite (CPR).

L'écart d'exécution des dépenses entre les différents comptes reflète la politique de prévision au cours de la préparation de LFI 2026.

Les consommations pourraient connaître des évolutions à la hausse par rapport aux différentes mesures catégorielles ou générales pour les prochains trimestres (2T, 3T- 2026) (indemnité de logement, indemnité de craies, etc.).

Secours aux décès des agents en activité au 1er trimestre 2026

Tableau 10 : Secours aux décès des agents en activité au 1er trimestre 2026

(En milliards d'Ariary)

Comptes	LFI 2026	Valeur cible 1T 2026	Consommation 1T 2026	Ecart	Taux d'exécution 1T 2026	Taux d'exécution 1T 2025
6011-Secours au décès	4,5	1,1	0,4	0,7	9,3%	20,6%

Source : Mandat de couverture mensuelle et prévision LFI 2026

Les dossiers des secours aux décès sont traités au fur et à mesure des cas de décès des agents en activité et à l'arrivée des dossiers au sein des services responsables.

Un faible taux d'exécution représente un faible taux de mortalité des agents en fonction ou un faible taux de traitement des dossiers parvenus aux services régionaux responsables. En effet, l'exécution des dépenses de secours au décès est liée au rythme de décès des agents.

Le MFA ainsi que le MDG disposent de propres ordonnateurs et par conséquent, la situation de dépenses des secours au décès de leurs agents ne figure pas dans ce tableau.

Pensions par compte au 1er trimestre 2026

(En Milliards d'Ariary)

Comptes	LFI 2026	Valeur cible 1T 2026	Consommation 1T 2026	Ecart	Taux d'exécution 1T 2026
CRCM	1 072,6	268,1	283,6	-15,4	26,4%
CPR	10,5	2,6	2,3	0,3	22,4%
Secours aux décès régions CRCM	4,0	1,0	0,3	0,7	8,8%
Secours aux décès régions CPR	0,1	0,03	0,001	0,029	0,3%

Source : SIIGFP

L'engagement des dépenses de pensions évolue et permet de constater un dépassement de crédits de la CRCM par rapport aux crédits ouverts (le rythme de consommation démontre le risque d'insuffisance de crédits à la fin de l'année).

Le rythme de consommation des dépenses liées au secours au décès des agents retraités est en fonction des volumes des dossiers traités.

III.4 Exécution des dépenses de fonctionnement hors Solde

III.4.1 Récapitulation par grande rubrique

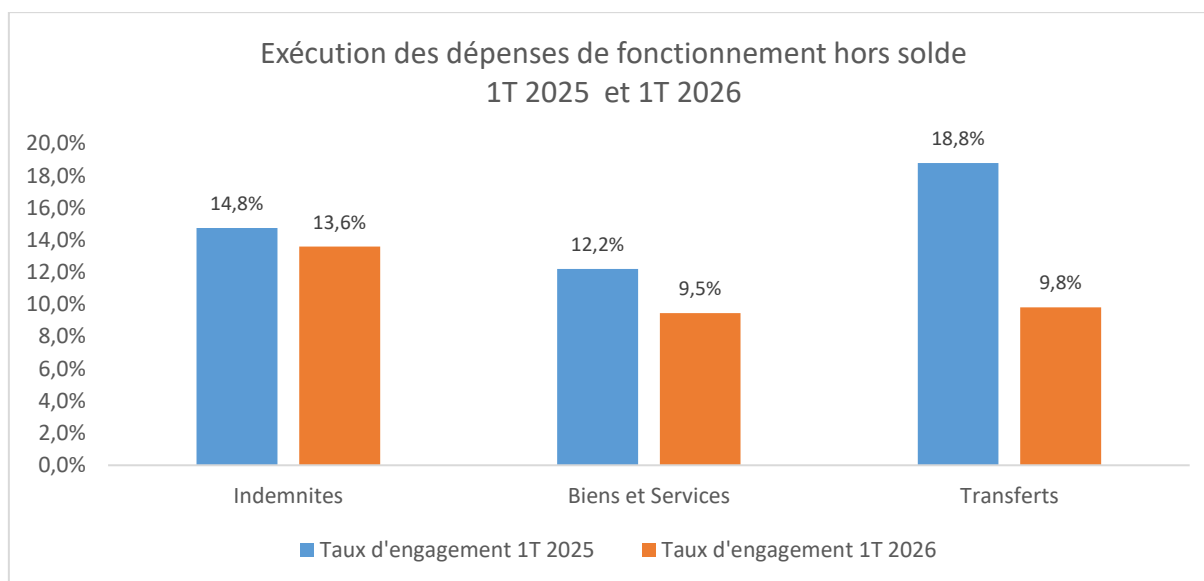
Tableau 11 : Exécution des dépenses de fonctionnement par grande rubrique

(En milliards d'Ariary)

Rubrique	LFI 2026	Engagés	Mandatés	Taux d'engagement 1T 2026	Taux d'engagement 1T 2025
Indemnités	304,4	41,4	39,8	13,6%	14,8%
Biens et Services	529,6	50,1	42,7	9,5%	12,2%
Transferts	1 195,5	117,4	108,8	9,8%	18,8%
Total général	2 029,5	208,9	191,2	10,3%	16,9%

Source : SIIGFP (Hors Opérations d'Ordre)

Figure 3 : Exécution des dépenses de fonctionnement par rubrique 1T 2026



En matière d'inscription budgétaire, cette année 2026 est marquée par une augmentation des rubriques Indemnités et Biens et Services par rapport à 2025, une hausse respective de 59,6 et de 24,9 milliards d'Ariary. Par contre, la rubrique Transferts a subi une baisse de 359,3 milliards d'Ariary.

Dans ce cadre, un faible taux d'exécution est observé pour ces trois grandes rubriques, particulièrement pour les transferts, lesquels ne sont exécutés qu'à 9,8%, soit la moitié du taux réalisé en 2025.

Nonobstant cette diminution, deux Institutions ont affiché des taux d'engagement satisfaisants de la rubrique Indemnités, à savoir l'AN (27,2%) et la HCJ (24,9%); certains Institutions et Ministères ont réalisé des taux d'engagement supérieurs à la moyenne de la rubrique Biens et Services, notamment le MPRR (35,8%), le MAE (34,7%) et l'AN (23,9%); d'autres ont également enregistré des engagements significatifs de la rubrique Transferts, tels que le MAE (89,1%), le MIDSP (79,9%) et le MID (42,8%).

Les détails par grande rubrique sont davantage abordés postérieurement.

III.4.2 Exécution des dépenses hors solde par Ministère

a- Dépenses hors solde par Département

Tableau 12 : Exécution des dépenses de fonctionnement hors solde par Ministère

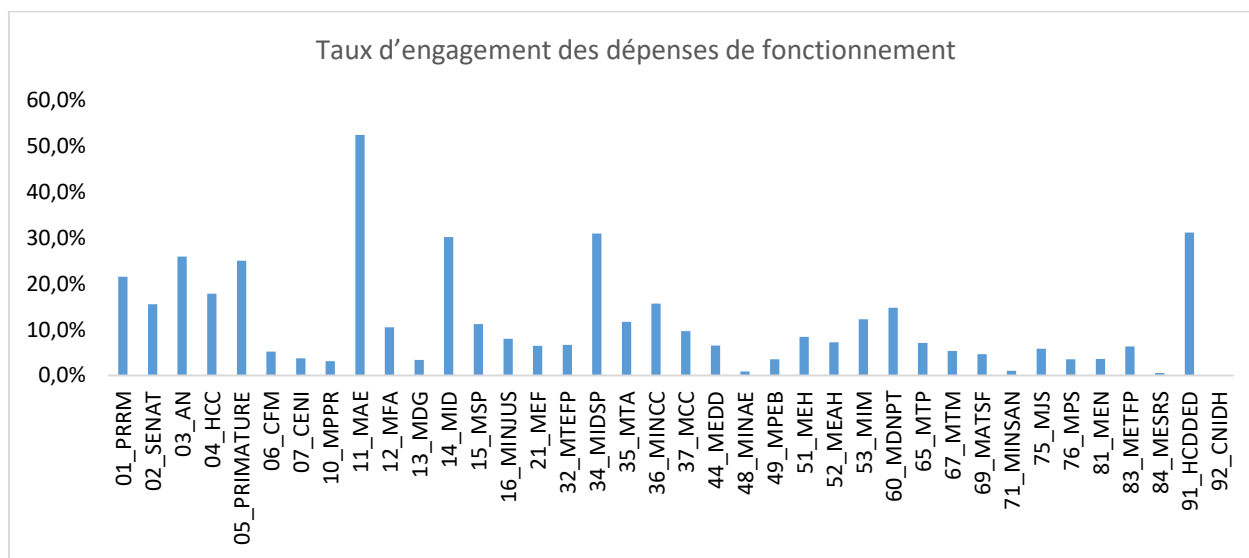
(En milliards d'Ariary)

DEPARTEMENTS	LFI 2026	Modifiés	Engagés	Mandatés	Taux d'engagement 1T 2026	Taux d'engagement 1T 2025
01_PRRM	62,5	62,5	13,5	13,3	21,6%	15,1%
02_SENAT	23,3	23,3	3,6	3,3	15,6%	22,1%
03_ASSEMBLEE NATIONALE	76,8	76,8	19,9	19,5	26,0%	22,7%
04_HCC	8,9	8,9	1,6	1,5	17,9%	17,7%
05_PRIMATURE	33,2	33,2	8,3	8,0	25,1%	12,6%
06_CFM	6,4	6,4	0,3	0,3	5,2%	2,7%

DEPARTEMENTS	LFI 2026	Modifiés	Engagés	Mandatés	Taux d'engagement 1T 2026	Taux d'engagement 1T 2025
07_CENI	60,9	60,9	2,3	2,3	3,8%	16,1%
10_MPPR	6,1	6,1	0,2	0,2	3,1%	-
11_MAE	33,7	33,7	17,7	17,0	52,5%	26,4%
12_MFA	103,5	103,5	10,9	9,6	10,6%	16,4%
13_MDG	25,3	25,3	0,9	0,9	3,4%	12,5%
14_MID	160,5	170,5	48,5	48,4	30,2%	-
15_MSP	13,9	13,9	1,6	0,7	11,2%	8,8%
16_MINJUS	42,6	42,6	3,4	1,6	8,0%	6,5%
21_MEF	704,7	683,1	45,6	38,3	6,5%	22,2%
32_MTEFP	5,3	5,3	0,4	0,3	6,7%	9,1%
34_MIDSP	6,4	6,4	2,0	1,9	31,0%	-
35_MTA	7,6	7,6	0,9	0,6	11,7%	12,9%
36_MINCC	53,7	53,7	8,4	8,4	15,7%	-
37_MCC	9,7	9,7	0,9	0,6	9,7%	8,3%
44_MEDD	9,2	9,2	0,6	0,6	6,6%	10,1%
48_MINAE	16,8	9,2	0,1	0,1	0,9%	3,7%
49_MPEB	12,4	12,4	0,4	0,4	3,6%	5,0%
51_MEH	4,2	4,2	0,4	0,4	8,4%	8,5%
52_MEAH	6,3	6,3	0,5	0,4	7,2%	10,4%
53_MIM	8,1	8,1	1,0	0,9	12,3%	13,3%
60_MDNPT	3,2	3,2	0,5	0,4	14,8%	11,8%
65_MTP	11,4	11,4	0,8	0,6	7,1%	8,2%
67_MTM	4,8	4,8	0,3	0,2	5,3%	7,4%
69_MATSF	8,5	8,5	0,4	0,4	4,7%	-
71_MINSAN	104,0	114,9	1,1	1,0	1,0%	3,6%
75_MJS	10,2	10,2	0,6	0,5	5,9%	10,8%
76_MPS	26,8	26,8	0,9	0,9	3,5%	10,5%
81_MEN	206,9	206,9	7,4	5,0	3,6%	2,6%
83_METFP	16,6	16,6	1,1	1,0	6,4%	6,0%
84_MESRS	128,1	128,8	0,6	0,5	0,5%	6,8%
91_HCDDDED	2,1	2,1	0,6	0,6	31,2%	0,0%
92_CNIDH	1,9	1,9	0,0	0,0	0,0%	21,5%
93_HCJ	2,9	2,9	0,7	0,7	23,7%	20,0%
Total général	2 029,5	2 029,5	208,9	191,2	10,3%	16,9%

Source : SIIGFP (Hors Opérations d'Ordre)

Figure 4 : Taux d'engagement des dépenses de fonctionnement



La comparaison des premiers trimestres de deux années consécutives permet d'apprécier l'évolution du niveau d'engagement des institutions et ministères en matière de dépenses de fonctionnement hors solde.

Dans l'ensemble, la majorité des Institutions et Ministères présente, au premier trimestre 2026, un taux d'engagement inférieur à 25 %. Par ailleurs, le taux global de réalisation accuse un repli, passant de 16,9 % en 2025 à 10,3 % en 2026. L'analyse des écarts entre ministères fait ressortir plusieurs faits marquants, notamment :

- L'Assemblée nationale a exécuté 26,0% de ses crédits, contre 22,7% en 2025, soutenu par un niveau d'engagement des indemnités de 27,2 % ;
- La Primature affiche une nette progression, avec un taux d'exécution passant de 12,6 % à 25,1 % en 2026, portée notamment par le règlement des indemnités à hauteur de 23,0 % ;
- Les réalisations du MAE ont plus que doublé, passant de 26,4 % à 52,5 %, en lien avec un niveau élevé de transferts de crédits (89,1 %) ;
- Contrairement aux réalisations de 2025, la HCDDDED présente une hausse significative de son exécution, de néant à 31,2%, essentiellement au titre des transferts de crédits ;
- L'exécution des indemnités à 20,4% et des biens et services à 35,8% a permis à la PRRM d'enregistrer une amélioration de son exécution, passant de 15,1% à 21,6% en 2026.

Par ailleurs, parmi les ministères nouvellement créés ou issus de restructurations, le MIDSP et le MID se distinguent par des niveaux d'engagement relativement élevés, atteignant respectivement 31 % et 30,2 %.

b- Indemnités par Département

Tableau 13 : Exécution des indemnités par Ministère

(En milliards d'Ariary)

DEPARTEMENTS	LFI 2026	Modifiés	Engagés	Mandatés	Taux d'engagement 1T 2026	Taux d'engagement 1T 2025
01_PRRM	22,6	22,6	4,6	4,5	20,4%	26,0%
02_SENAT	16,1	16,1	2,9	2,6	17,8%	21,2%
03_ASSEMBLEE NATIONALE	54,4	54,4	14,8	14,6	27,2%	22,6%
04_HCC	6,3	6,3	1,3	1,3	20,2%	19,7%
05_PRIMATURE	14,1	14,1	3,2	3,2	23,0%	18,5%

DEPARTEMENTS	LFI 2026	Modifiés	Engagés	Mandatés	Taux d'engagement 1T 2026	Taux d'engagement 1T 2025
06_CFM	5,2	5,2	0,2	0,2	4,6%	3,5%
07_CENI	13,1	13,1	2,0	2,0	15,4%	17,5%
10_MPPR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	-
11_MAE	2,9	2,9	0,2	0,2	7,1%	7,9%
12_MFA	74,7	74,7	7,8	7,2	10,5%	18,7%
13_MDG	6,9	6,9	0,7	0,7	10,4%	20,7%
14_MID	28,5	28,5	0,0	0,0	0,0%	-
15_MSP	0,4	0,4	0,0	0,0	2,9%	40,3%
16_MINJUS	7,4	7,4	0,6	0,6	7,6%	5,6%
21_MEF	22,9	22,9	1,9	1,7	8,5%	5,2%
32_MTEFP	0,1	0,1	0,0	0,0	8,0%	3,6%
34_MIDSP	1,1	1,1	0,0	0,0	0,2%	-
35_MTA	0,0	0,0	0,0	0,0	8,2%	5,0%
36_MINCC	1,1	1,1	0,0	0,0	0,5%	-
37_MCC	0,0	0,0	0,0	0,0	13,5%	7,9%
44_MEDD	0,8	0,8	0,1	0,1	13,6%	19,0%
48_MINAE	0,0	0,0	0,0	0,0	12,4%	10,5%
49_MPEB	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0%	3,3%
51_MEH	0,1	0,1	0,0	0,0	1,4%	1,3%
52_MEAH	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3%	12,5%
53_MIM	0,2	0,2	0,0	0,0	2,7%	0,7%
60_MDNPT	0,0	0,0	0,0	0,0	8,1%	0%
65_MTP	0,0	0,0	0,0	0,0	12,7%	5,5%
67_MTM	0,0	0,0	0,0	0,0	11,8%	8,8%
69_MATSF	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	-
71_MINSAN	1,4	1,4	0,0	0,0	0,3%	0,6%
75_MJS	0,0	0,0	0,0	0,0	11,6%	11,2%
76_MPS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	7,7%
81_MEN	18,3	18,3	0,2	0,2	0,9%	0%
83_METFP	2,4	2,4	0,1	0,1	5,6%	4,5%
84_MESRS	0,3	0,3	0,0	0,0	1,9%	2,4%
93_HCJ	2,6	2,6	0,6	0,6	24,9%	21,1%
Total général	304,4	304,4	41,4	39,8	13,6%	14,8%

Source : SIIGFP (Hors Opérations d'Ordre)

L'examen du tableau d'exécution des indemnités par ministère au titre du premier trimestre 2026 fait ressortir un niveau global d'engagement relativement modeste, établi à 13,6 % pour une dotation totale de 304,4 milliards d'Ariary. Le niveau est légèrement en baisse par rapport à l'année précédente (14,8%). Cette situation traduit une mobilisation encore limitée des crédits d'indemnités, avec des écarts significatifs selon les institutions.

Comparé au niveau d'exécution du premier trimestre 2025, on note de principales améliorations où certaines institutions affichent des progressions notables : l'AN enregistre le taux d'engagement le plus élevé, atteignant (27,2 % contre 22,6%), suivie de la HCJ (24,9% contre 21,1%) et de la Primature (23,0% contre 18,5%). La PRRM et la HCC

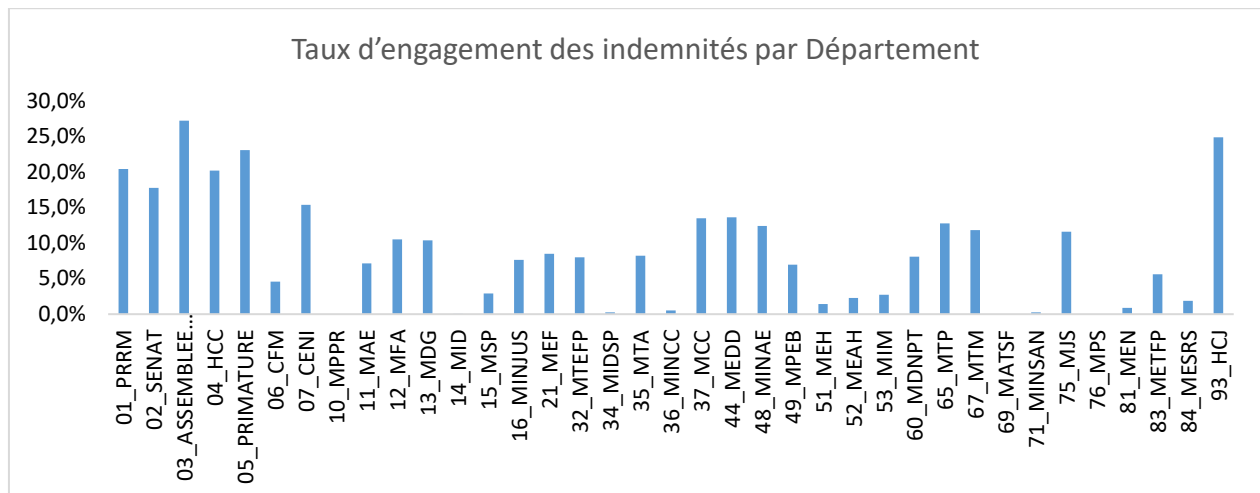
affichent également des taux supérieurs à 20 %. Ces niveaux traduisent une capacité d'exécution plus soutenue des institutions centrales, dont les dépenses, majoritairement de fonctionnement, sont moins exposées aux aléas opérationnels et bénéficient d'une continuité administrative même en période de perturbation.

Inversement, plusieurs Départements accusent des replis marqués. La Présidence (PRRM) enregistre un recul du taux d'engagement de 6 points (26,0 % à 20,4 %), le Sénat de 3 points (21,2 % à 17,8 %), et surtout le MFA de 8,2 points (10,5 % contre 18,7 %) ainsi que le MDG de 10,3 points (10,4 % contre 20,7 %), traduisant un ralentissement notable dans ces ministères. Le MSP enregistre une chute particulièrement prononcée de 37,4 points (2,9 % contre 40,3 %), indiquant un net ralentissement des engagements.

Par ailleurs, un grand nombre de ministères sectoriels affichent des taux d'engagement très faibles, voire quasi nuls. C'est notamment le cas du MID, du MEN (0,9 %) et du MINSAN (0,3 %). C'est également le cas pour les autres ministères, à l'instar du MPPR, MATSF, MPS et MIDSP, issus de la nouvelle restructuration gouvernementale. Cette faible mobilisation des crédits est d'autant plus préoccupante que ces secteurs sont au cœur des interventions publiques, notamment dans un contexte marqué par des besoins accrus.

Ainsi, l'exécution des indemnités au premier trimestre 2026 apparaît contrastée, avec une meilleure performance des institutions centrales et une faible mobilisation au niveau des ministères opérationnels. Cette configuration reflète un ralentissement conjoncturel, lié aux perturbations exceptionnelles ayant affecté le pays en début d'année, et laisse présager une possible accélération au cours des trimestres suivants.

Figure 5 : Taux d'engagement des indemnités par Département



c- Biens et Services par Département

Tableau 14 : Exécution des biens et services par Ministère

(En milliards d'Ariary)

DEPARTEMENTS	LFI 2026	Modifiés	Engagés	Mandatés	Taux d'engagement 1T 2026	Taux d'engagement 1T 2025
01_PRRM	17,4	17,4	6,2	6,2	35,8%	17,4%
02_SENAT	6,8	6,8	0,7	0,7	10,7%	23,2%
03_ASSEMBLEE NATIONALE	21,2	21,2	5,1	4,9	23,9%	23,5%
04_HCC	2,4	2,4	0,3	0,2	12,8%	13,8%
05_PRIMATURE	9,5	9,5	1,5	1,2	15,9%	14,9%
06_CFM	1,1	1,1	0,1	0,1	8,3%	0%
07_CENI	47,6	47,6	0,3	0,3	0,6%	11,3%
10_MPPR	6,0	6,0	0,2	0,2	3,2%	-
11_MAE	18,2	18,2	6,3	6,2	34,7%	30,3%
12_MFA	27,8	27,8	2,9	2,5	10,6%	13,1%
13_MDG	17,4	17,4	0,1	0,1	0,8%	10,8%
14_MID	20,4	20,4	0,7	0,6	3,2%	-
15_MSP	10,9	10,9	1,5	0,7	14,2%	7,5%
16_MINJUS	29,5	29,5	2,5	1,1	8,4%	7,8%
21_MEF	95,4	83,8	9,2	7,2	9,7%	11,6%
32_MTEFP	3,2	3,2	0,3	0,3	9,1%	14,7%
34_MIDSP	3,0	3,0	0,4	0,4	13,3%	-
35_MTA	5,7	5,7	0,7	0,6	12,2%	17,8%
36_MINCC	2,5	2,5	0,2	0,2	8,0%	-
37_MCC	8,0	8,0	0,9	0,6	11,6%	9,7%
44_MEDD	7,1	7,1	0,4	0,4	5,4%	8,7%
48_MINAE	6,3	6,2	0,1	0,1	2,2%	11,0%
49_MPEB	3,2	3,2	0,4	0,4	13,8%	16,8%
51_MEH	2,0	2,0	0,3	0,3	16,8%	18,3%
52_MEAH	4,5	4,5	0,4	0,4	9,9%	15,2%
53_MIM	7,1	7,1	1,0	0,8	13,8%	14,6%
60_MDNPT	3,0	3,0	0,5	0,4	15,3%	12,3%
65_MTP	5,0	5,0	0,7	0,5	13,6%	16,1%
67_MTM	3,0	3,0	0,3	0,2	8,3%	12,1%
69_MATSF	5,0	5,0	0,4	0,4	8,0%	-
71_MINSAN	39,5	50,4	0,7	0,6	1,7%	5,1%
75_MJS	3,2	3,2	0,4	0,3	13,4%	10,7%
76_MPS	24,4	24,4	0,9	0,9	3,8%	11,8%
81_MEN	45,3	45,3	1,7	1,6	3,8%	6,3%
83_METFP	12,7	12,7	0,9	0,8	7,0%	7,2%
84_MESRS	3,8	4,5	0,6	0,5	15,9%	16,3%
93_HCJ	0,3	0,3	0,0	0,0	13,2%	9,2%
Total général	529,6	529,6	50,1	42,7	9,5%	12,2%

Source : SIIGFP (Hors Opérations d'Ordre)

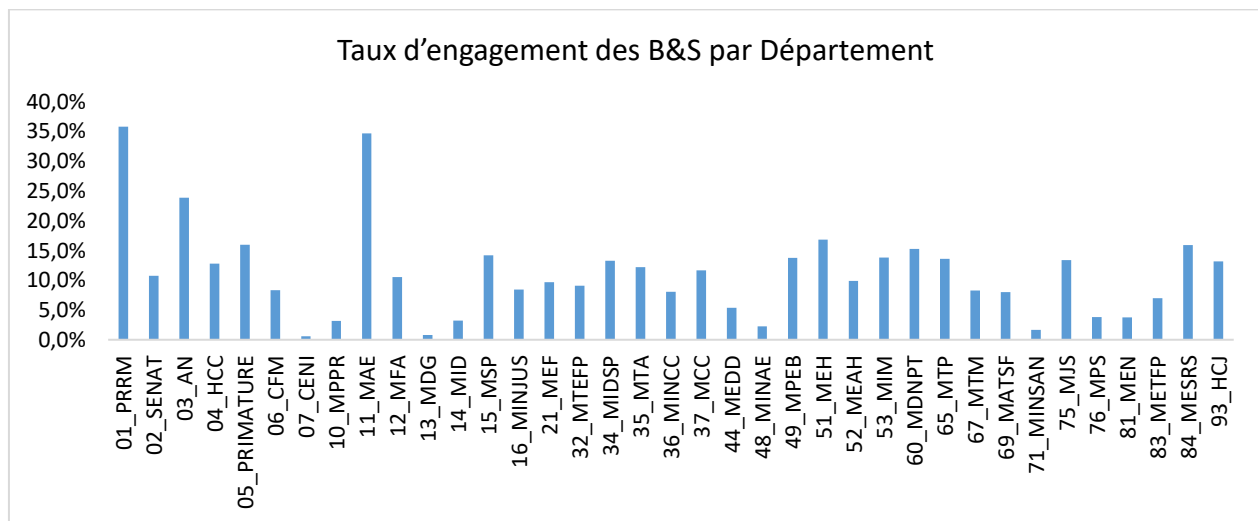
L'analyse de l'exécution des dépenses de biens et services par ministère au titre du premier trimestre 2026 met en évidence un niveau global d'engagement relativement faible, s'établissant à 9,5 % pour un montant total de 529,6 milliards d'Ariary. Le niveau est en baisse de 2,7 points par rapport à l'année précédente (12,2%). Cela traduit un démarrage lent des dépenses de fonctionnement courant de l'administration, avec des écarts importants entre institutions.

La PRRM affiche une progression marquée de +18,4 points, atteignant 35,8 %, suivie de près par le MAE (34,7 %) et l'Assemblée nationale (23,9 %). Des hausses sont également observées au niveau du MSP (+6,7 points), du MAE (+4,4 points) et du MDNPT (+3,0 points), traduisant un renforcement de l'exécution des dépenses de fonctionnement dans ces entités. Ces niveaux relativement élevés traduisent une exécution soutenue des dépenses de biens et services, probablement liées à des besoins immédiats de fonctionnement et à une forte continuité des activités, y compris dans un contexte perturbé. D'autres Départements enregistrent des progressions plus modérées, notamment la Primature (+1,0 point), le MINJUS (+0,6 point) et l'Assemblée nationale (+0,4 point), tandis que le HCJ affiche une hausse de +4,0 points.

À l'opposé, plusieurs Départements accusent des replis significatifs : le Sénat (-12,5 points) et la CENI (-10,7 points) enregistrent des baisses marquées, tout comme le MDG (-10,0 points), le MINAE (-8,8 points) et le MPS (-8,0 points). Des diminutions notables sont également relevées au niveau du MTEFP (-5,6 points), du MEAH (-5,3 points) et du MEDD (-3,3 points). Par ailleurs, certains ministères à forte composante sociale, tels que le MEN (-2,5 points) et le MINSAN (-3,4 points), présentent également des niveaux d'exécution en recul.

Dans l'ensemble, l'exécution des dépenses de biens et services au premier trimestre 2026 apparaît moins dynamique qu'en 2025. Les améliorations observées demeurent concentrées sur un nombre limité d'institutions, tandis que la majorité des Départements enregistre des baisses, traduisant un ralentissement généralisé de ce type de dépenses.

Figure 6 : Taux d'engagement des Biens et Services



d- Transfert par Département

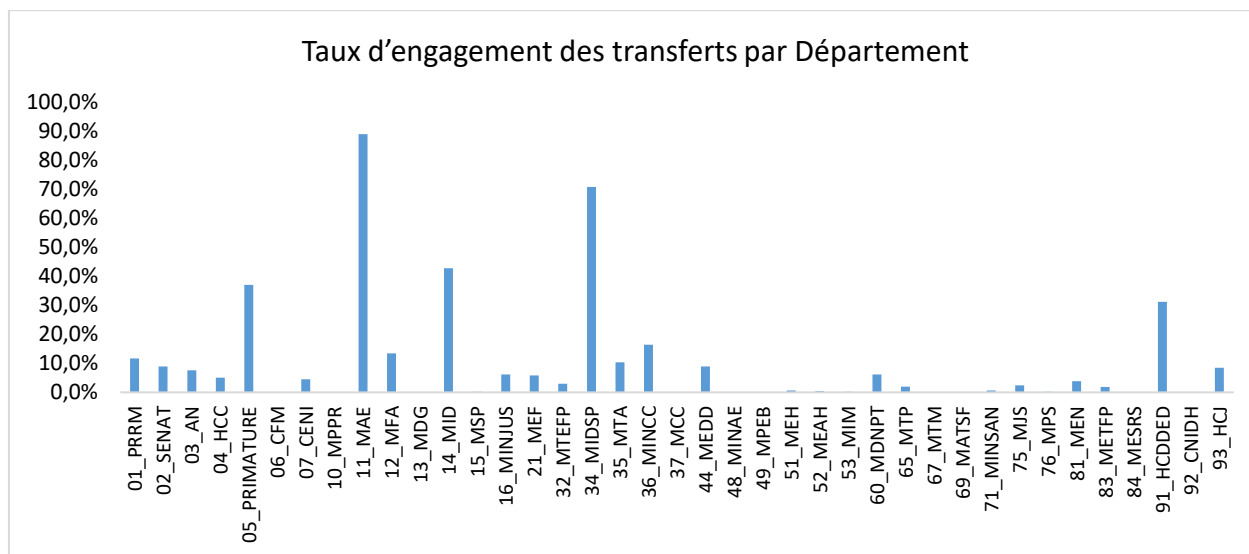
Tableau 15 : Exécution des transferts par Ministère

(En milliers d'Ariary)

DEPARTEMENTS	LFI 2026	Modifiés	Engagés	Mandatés	Taux d'engagement 1T 2026	Taux d'engagement 1T 2025
01_PRRM	22,5	22,5	2,6	2,6	11,7%	11,7%
02_SENAT	0,4	0,4	0,0	0,0	9,0%	35,2%
03_ASSEMBLEE NATIONALE	1,2	1,2	0,1	0,0	7,6%	15,0%
04_HCC	0,2	0,2	0,0	0,0	5,0%	20,0%
05_PRIMATURE	9,6	9,6	3,6	3,6	37,1%	0,2%
06_CFM	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0%	0%
07_CENI	0,2	0,2	0,0	0,0	4,5%	5,0%
10_MPPR	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0%	-
11_MAE	12,5	12,5	11,1	10,6	89,1%	26,2%
12_MFA	1,1	1,1	0,1	0,0	13,4%	14,9%
13_MDG	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0%	7,2%
14_MID	111,6	121,6	47,8	47,8	42,8%	-
15_MSP	2,7	2,7	0,0	0,0	0,2%	10,3%
16_MINJUS	5,7	5,7	0,4	0,0	6,2%	0,1%
21_MEF	586,4	576,4	34,5	29,4	5,9%	23,7%
32_MTEFP	2,1	2,1	0,1	0,0	2,9%	0%
34_MIDSP	2,2	2,2	1,6	1,6	70,9%	-
35_MTA	1,9	1,9	0,2	0,0	10,3%	0,7%
36_MINCC	50,0	50,0	8,2	8,2	16,4%	-
37_MCC	1,6	1,6	0,0	0,0	0,0%	0%
44_MEDD	1,2	1,2	0,1	0,1	8,9%	15,1%
48_MINAE	10,5	10,5	0,0	0,0	0,0%	0%
49_MPEB	9,2	9,2	0,0	0,0	0,0%	0,2%
51_MEH	2,1	2,1	0,0	0,0	0,7%	0,2%
52_MEAH	1,7	1,7	0,0	0,0	0,4%	0,4%
53_MIM	0,7	0,7	0,0	0,0	0,2%	2,8%
60_MDNPT	0,2	0,2	0,0	0,0	6,2%	4,8%
65_MTP	6,4	6,4	0,1	0,1	2,0%	1,1%
67_MTM	1,7	1,7	0,0	0,0	0,1%	0,2%
69_MATSF	3,5	3,5	0,0	0,0	0,0%	-
71_MINSAN	63,1	63,1	0,4	0,4	0,6%	3,1%
75_MJS	7,0	7,0	0,2	0,2	2,4%	10,9%
76_MPS	2,3	2,3	0,0	0,0	0,2%	0,2%
81_MEN	143,3	143,3	5,6	3,3	3,9%	2,2%
83_METFP	1,4	1,4	0,0	0,0	1,9%	0%
84_MESRS	124,0	124,0	0,0	0,0	0,0%	6,2%
91_HCDDDED	2,1	2,1	0,6	0,6	31,2%	0%
92_CNIDH	1,9	1,9	0,0	0,0	0,0%	21,5%
93_HCJ	0,0	0,0	0,0	0,0	8,4%	0%
Total général	1195,5	1195,5	117,4	108,8	9,8%	18,8%

Source : SIIGFP (Hors Opérations d'Ordre)

Figure 7 : Taux d'engagement des dépenses de transfert



Au 31 mars 2026, l'exécution des dépenses de transfert demeure particulièrement faible. Sur une dotation initiale de 1 195,5 milliards d'Ariary, seuls 117,4 milliards ont été engagés, soit un taux d'engagement de seulement 9,8 %. Par rapport à la même période de l'année précédente, cela reflète un net ralentissement, en forte baisse de 9 points par rapport à 2025 (18,8 %). Cette évolution traduit une contraction significative de la mobilisation des crédits de transfert, malgré quelques performances isolées.

Certaines entités affichent toutefois des niveaux d'exécution élevés. Le MAE se distingue avec un taux exceptionnel de 89,1 %, en progression de +62,9 points par rapport à 2025, lié à l'acquittement des contributions internationales.

De même, le MIDSP (70,9 %) et le MID (42,8 %) présentent des niveaux d'engagement soutenus, bien que sans base comparative pour l'année précédente. Le premier a dû également honorer les contributions internationales tandis que le second a assuré le transfert en faveur du BNGRC. La Primature enregistre également une hausse remarquable (+36,9 points), atteignant 37,1 %, tandis que la HCDDDED affiche un taux de 31,2 % après une absence d'exécution en 2025.

À l'inverse, plusieurs Départements accusent des replis importants. Le MEF, principal détenteur de crédits, voit son taux chuter de 23,7 % à 5,9 % (-17,8 points), contribuant fortement à la baisse globale. Des diminutions marquées sont également observées au niveau du Sénat (-26,2 points), de l'Assemblée nationale (-7,4 points) et du HCC (-15,0 points). Le MSP (-10,1 points), le MJS (-8,5 points) et le MEDD (-6,2 points) enregistrent également des reculs importants.

Par ailleurs, plusieurs ministères présentent des niveaux d'exécution quasi nuls ou très faibles, notamment le MDG, le MINAE, le MPEB, le MESRS et le CNIDH, traduisant des retards importants dans la mise en œuvre des transferts. Certains secteurs sociaux, comme la santé (0,6 %) et l'enseignement supérieur (0 %), demeurent particulièrement en retrait.

Dans l'ensemble, l'exécution des dépenses de transfert au premier trimestre 2026 apparaît en nette dégradation par rapport à 2025. Les performances restent concentrées sur un nombre limité d'institutions, tandis que la majorité des Départements, y compris ceux disposant de budgets conséquents, accusent des retards significatifs.

Une accélération substantielle de l'exécution sera nécessaire pour éviter une sous-consommation marquée en cours d'exercice.

III.5 Exécution des dépenses d'investissement sur financement interne

Tableau 16 : Exécution des dépenses d'investissement sur financement interne

(En milliards d'Ariary)

DEPARTEMENTS	LFI 2026	Modifiés	Engagés	Mandatés	Taux d'engagement 1T 2026	Taux d'engagement 1T 2025
12_MFA	13,9	13,9	0,8	0,8	5,9%	-
13_MDG	6,0	6,0	0,0	0,0	-	-
14_MID	40,8	40,8	12,3	7,0	30,1%	-
15_MSP	6,0	6,0	0,0	0,0	-	-
21_MEF	378,1	378,1	1,4	1,4	0,4%	32,1%
34_MIDSP	0,3	0,3	0,0	0,0	-	-
44_MEDD	2,7	2,7	0,0	0,0	-	9,9%
48_MINAE	117,0	117,0	0,0	0,0	-	1,4%
49_MPEB	3,3	3,3	0,0	0,0	-	-
51_MEH	646,6	646,6	31,5	17,3	4,9%	-
52_MEAH	140,0	140,0	0,0	0,0	-	0,1%
53_MIM	2,9	2,9	0,0	0,0	-	-
65_MTP	440,0	440,0	0,0	0,0	-	0,3%
71_MINSAN	89,0	89,0	0,0	0,0	-	0,6%
81_MEN	75,0	75,0	0,0	0,0	-	0,1%
83_METFP	30,0	30,0	1,3	0,0	4,3%	-
84_MESRS	34,6	34,6	0,0	0,0	-	-
Total général	2 026,1	2 026,1	47,3	26,5	2,3%	4,7%

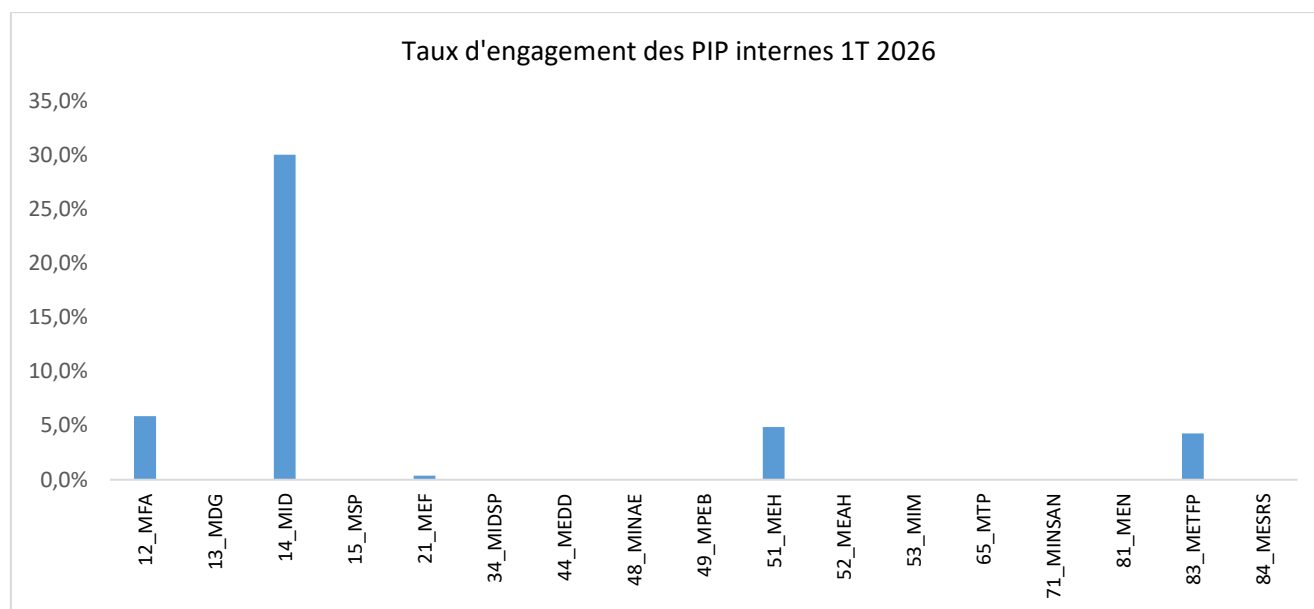
Source : SIIGFP (Hors Opérations d'Ordre)

L'exécution des dépenses sur financement interne décolle difficilement au premier trimestre 2026, évalué seulement à 2,3% des crédits alloués, réalisée par six ministères.

Le MID se démarque par un taux d'exécution élevé de 32,1%, porté par le Crédit d'Investissement à l'Appui au Développement (CIAD). Le MFA réalise 5,9% de son allocation, lié notamment aux dépenses d'entretien des aéronefs. Il est suivi par le MEH avec 4,9% d'engagement relatif à l'installation de centrales électriques ainsi que le METFP, exécutant 4,3% de ses crédits alloués pour la construction et l'équipement de centres de formation.

Une remédiation à ce faible niveau d'exécution des PIP sur financement interne sur la première période est incessamment attendue sur la prochaine période.

Figure 8 : Taux d'engagement des PIP internes



III-6 Statistique des mouvements de crédits

Tableau 17 : Statistique des mouvements de crédits au 1er trimestre 2026

NOMBRE DE MOUVEMENT DE CREDIT	
Arrêtés	Décrets
22	6

(En milliers d'Ariary)

MINISTERES	Nombre de Décret de Virement	Montant du Décret de Virement	Nombre de Décret de Transfert	Montant du Décret de Transfert	Nombre d'Arrêté d'aménagement de crédits	Montant Arrêté d'aménagement de crédits
01-PRESIDENCE					2	34 668 317
03-AN					1	130 763
10-MEPCR					1	5 800 000
12-MFA					1	173 600
13-MDG	1	998 103				
14-MID			1	10 000 000	1	48 350
15-MSP					3	10 116 000
21-MEF	1	2 121 479			3	5 013 846 550
32-MTEFoP					1	443 200
34-MIDSP					2	7 102 961
35-MTA	1	70 000 000				
36-MinCC					3	54 024 332
44-MEDD					1	1 281 406
48-MinAE					1	26 893
53-MiM					1	218 740
69-MATSF					1	5 293 287
71-MINSAN			1	10 949 634,12		
84-MESRS			1	667 472		
Total	3	73 119 582	3	24 617 106	22	5 133 174 399

Source : SIIGFP

Au cours de ce 1^{er} trimestre 2026, on notera un total de 28 mouvements de crédits pour tous les Institutions et Ministères confondus.

Les détails nous permettent de constater que :

- 22 arrêtés d'aménagements de crédits dont le montant s'élève à 5 133,2 milliards d'Ariary ;
- 03 décrets de virement de l'ordre de 73,1 milliards d'Ariary et
- 03 décrets de transfert de l'ordre de 24,6 milliards d'Ariary ont été initiés.

III-7 Exécution des dépenses au 1er trimestre 2026 suivant la nomenclature fonctionnelle

Tableau 18 : Dépenses suivant la nomenclature fonctionnelle au 1er trimestre 2026

(En milliards d'Ariary)

DIVISION	LFI	MOD	Engagés	Taux Engagement 1T 2026	Taux Engagement 1T 2025
SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	12 979,0	12 948,2	4 196,1	32,3%	30,4%
DÉFENSE	587,1	584,2	129,5	22,0%	19,7%
ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	1 139,3	1 157,5	257,3	22,6%	21,0%
AFFAIRES ÉCONOMIQUES	5 718,1	5 721,9	60,2	1,1%	0,5%
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	344,0	344,0	5,6	1,6%	2,0%
LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	620,0	620,0	9,3	1,5%	1,0%
LOISIRS, CULTURE ET CULTE	50,1	50,1	8,4	16,8%	11,3%
SANTÉ	939,4	950,3	110,9	11,8%	7,6%
ENSEIGNEMENT	2 741,7	2 742,4	369,7	13,5%	18,0%
PROTECTION SOCIALE	1 681,0	1 681,0	290,3	17,3%	1,1%
Total général	26 799,7	26 799,7	5 437,4	20,3%	12,7%

Source : SIIGFP, Tous Budgets, avec Opération d'Ordre

Pour l'appréciation de l'exécution des dépenses au 1er trimestre 2026 suivant la nomenclature fonctionnelle, les cinq cadres budgétaires seront pris en compte, de même que les opérations d'ordre. Ainsi, l'inscription budgétaire totale s'élève à 26 799,7 milliards Ariary.

Le taux global d'engagement des dépenses s'établit à 20,3 %, en nette amélioration de +7,6 points par rapport à la même période en 2025 (12,7 %). Cette progression traduit un démarrage plus soutenu de l'exécution budgétaire, bien que des disparités importantes persistent entre secteurs fonctionnels.

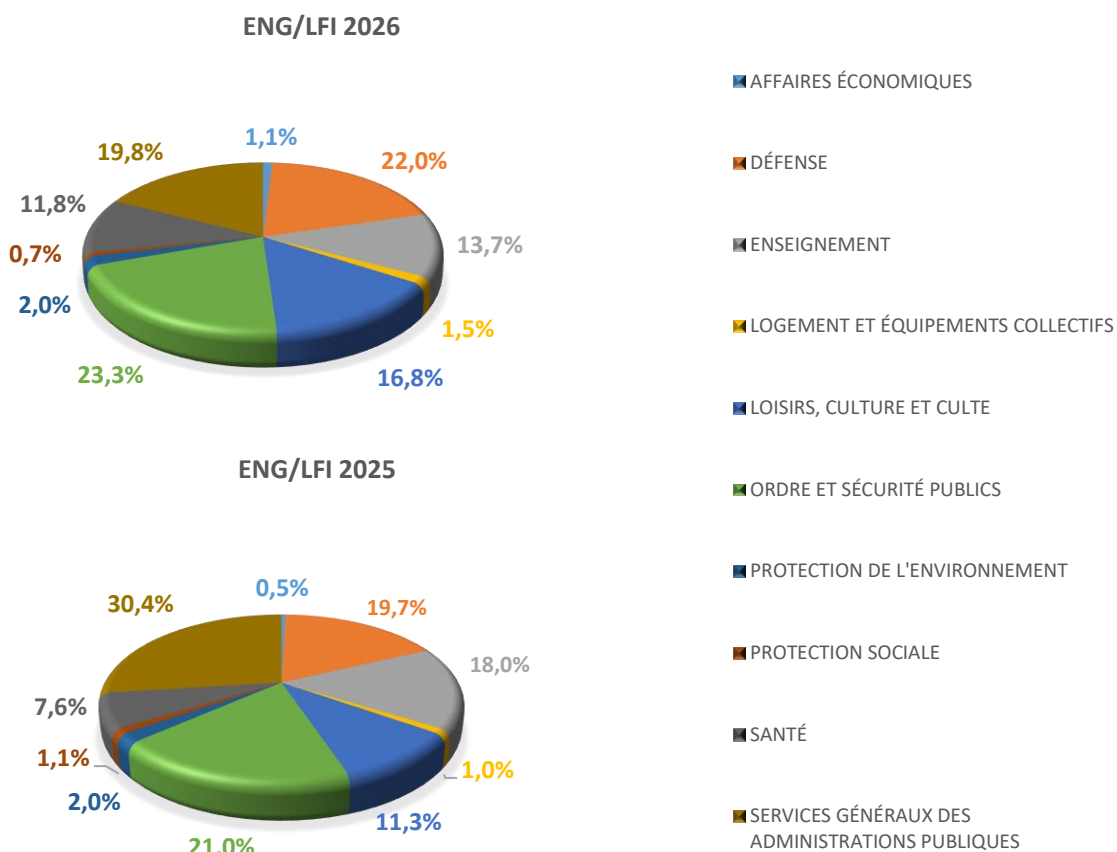
Les services généraux des administrations publiques affichent un taux d'engagement élevé de 32,3 %, en progression de +1,9 point, confirmant leur rôle moteur dans l'exécution budgétaire. Des hausses modérées sont également observées au niveau de la défense (+2,3 points, à 22,0 %) et de l'ordre et sécurité publics (+1,6 point, à 22,6%).

Certaines divisions enregistrent des améliorations plus marquées. La protection sociale se distingue particulièrement avec une forte progression de +16,2 points, atteignant 17,3 %. La santé affiche également une hausse notable de +4,2 points (11,8 %), tandis que les loisirs, culture et culte progressent de +5,5 points pour atteindre 16,8%.

En revanche, plusieurs divisions présentent des niveaux d'exécution faibles ou en recul. Les affaires économiques, malgré une légère amélioration (+0,6 point), restent à un niveau très bas (1,1 %). La protection de l'environnement recule de -0,4 point (1,6 %), tandis que le logement et les équipements collectifs n'enregistrent qu'une progression marginale (+0,5 point, à 1,5 %). L'enseignement constitue la principale baisse, avec un recul de -4,5 points, son taux d'engagement s'établissant à 13,5 %.

Dans l'ensemble, l'amélioration observée en 2026 est tirée par quelques divisions à forte progression, notamment la protection sociale, tandis que plusieurs fonctions, en particulier économiques, continuent de présenter des niveaux d'exécution limités, appelant à une accélération significative au cours des prochains trimestres.

Figure 9 : Exécution suivant la nomenclature fonctionnelle



III-8 Exécution des dépenses d'investissement selon la classification du Budget vert

Tableau 19: Engagement des dépenses d'investissement par « Mesure » selon la classification du Budget vert

(En milliards d'Ariary)

MESURES	LFI 2026	Engagés 1T 2026	Taux Eng 1T 2026
Adaptation	1 034,9	-	0,0%
PIP sur Financement Externe	1 029,2	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	5,7	-	0,0%
Atténuation	1 337,8	31,5	2,4%
PIP sur Financement Externe	690,9	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	647,0	31,5	4,9%
Atténuation et adaptation	296,8	-	0,0%
PIP sur Financement Externe	294,1	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	2,7	-	0,0%
Non classés	6 092,9	15,7	0,3%
PIP sur Financement Externe	4 722,1	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	1 370,8	15,7	1,1%
Pertes et dommages	49,5	-	0,0%
PIP sur Financement Externe	49,5	-	0,0%
Protection de l'environnement	90,1	-	0,0%
PIP sur Financement Externe	90,1	-	0,0%
Total général	8 902,0	47,3	0,5%

Source : SIIGFP

Les données d'exécution démontrent un taux d'engagement des dépenses d'investissement à 2,4% au niveau des mesures d'atténuation visant à réduire les émissions de Gaz à effet de serre. Ce taux d'engagement se traduit par l'exécution du projet sur financement interne sur l'hybridation des sites isolés par système photovoltaïque.

III-9 Exécution des dépenses par secteur

Tableau 20: Exécution des dépenses par secteur

(En milliards d'Ariary)

SECTEURS/Grandes Rubriques	LFI 2026	MOD	Engagés 1T 2026	Mandatés	Taux Engagement 1T 2026	Taux Engagement 1T 2025
Social	3 246,9	3 257,8	393,7	391,1	12,1%	11,1%
<i>Solde</i>	2 075,5	2 075,5	384,3	384,3	18,5%	24,0%
<i>Fonctionnement hors solde</i>	337,7	348,6	9,5	6,9	2,8%	3,7%
<i>Investissement</i>	833,7	833,7	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Education hors MEN	518,5	519,2	66,2	64,7	12,8%	16,6%
<i>Solde</i>	297,8	297,8	63,2	63,2	21,2%	23,1%
<i>Fonctionnement hors solde</i>	144,7	145,3	1,7	1,5	1,2%	6,6%
<i>Investissement</i>	76,1	76,1	1,3	0,0	1,7%	0,0%
Administratif	5 218,2	5 196,5	1 266,2	449,1	24,3%	21,2%
<i>Dette</i>	980,4	980,4	956,4	151,3	97,6%	73,2%
<i>Solde</i>	1 013,7	1 013,7	188,7	188,7	18,6%	20,2%
<i>Fonctionnement hors solde</i>	1 091,2	1 069,6	119,7	107,8	11,0%	20,8%
<i>Investissement</i>	2 132,8	2 132,8	1,4	1,4	0,1%	8,4%
Infrastructure	4 608,1	4 608,1	49,1	34,4	1,1%	0,4%
<i>Solde</i>	72,0	72,0	14,8	14,8	20,5%	21,3%
<i>Fonctionnement hors solde</i>	38,5	38,5	2,8	2,3	7,2%	4,7%
<i>Investissement</i>	4 497,6	4 497,6	31,5	17,3	0,7%	0,1%
Productif	1 399,3	1 399,2	35,3	34,8	2,5%	3,3%
<i>Solde</i>	108,5	108,5	21,8	21,8	20,1%	22,1%
<i>Fonctionnement hors solde</i>	114,2	114,1	13,5	13,0	11,8%	26,5%
<i>Investissement</i>	1 176,6	1 176,6	0,0	0,0	0,0%	0,1%
Sécurité et administration du territoire	1 773,7	1 783,7	384,8	377,2	21,7%	22,0%
<i>Solde</i>	1 285,3	1 285,3	309,9	309,7	24,1%	22,7%
<i>Fonctionnement hors solde</i>	303,3	313,3	61,8	59,7	20,4%	15,9%
<i>Investissement</i>	185,1	185,1	13,1	7,8	7,1%	24,8%
Total général	16 764,6	16 764,6	2 195,2	1 351,4	13,09%	11,82%

Source : SIIGFP

Au premier trimestre 2026, le taux global d'engagement des dépenses s'établit à 13,1 %, en légère amélioration par rapport à la même période en 2025 (11,8 %). Cette progression reste toutefois modérée et masque des disparités importantes entre secteurs et grandes rubriques.

Le secteur administratif constitue le principal moteur de l'exécution, avec un taux d'engagement de 24,3 % (contre 21,2 % en 2025), largement tiré par la forte mobilisation des crédits liés à la dette (97,6 %). À l'inverse, ses dépenses d'investissement connaissent un net ralentissement (0,1 % contre 8,4 % en 2025), traduisant un retard marqué dans la mise en œuvre des projets.

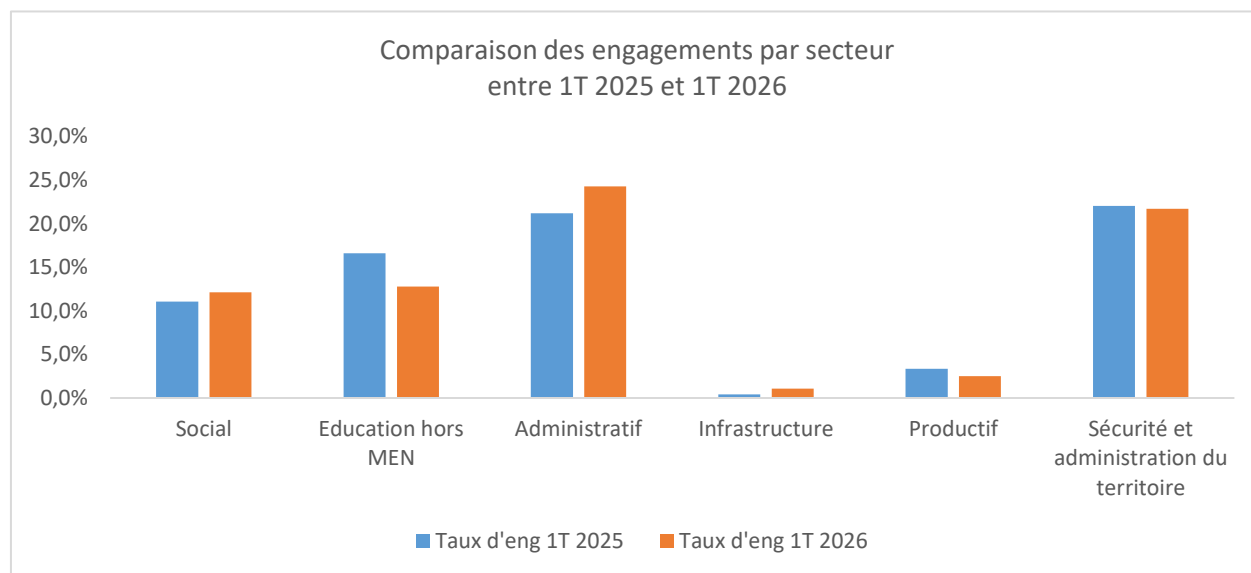
Le secteur social enregistre une légère amélioration de son taux d'engagement (12,1 % contre 11,1 %), malgré un repli notable des dépenses de personnel (18,5 % contre 24,0 %) et une exécution toujours très faible des investissements (0 %). Une tendance similaire est observée dans le sous-secteur de l'éducation hors MEN, où le taux global recule (12,8 % contre 16,6 %), en raison notamment de la baisse des dépenses de fonctionnement hors solde.

Les secteurs productif et infrastructure restent caractérisés par de faibles niveaux d'exécution, respectivement à 2,5 % et 1,1 %, bien que ce dernier affiche une légère amélioration par rapport à 2025. Dans ces deux secteurs, l'investissement demeure quasi inexistant, traduisant des retards persistants dans le démarrage des projets.

Le secteur de la sécurité et de l'administration du territoire maintient un niveau d'exécution relativement élevé (21,7 %), proche de celui de 2025, soutenu par les dépenses de personnel et de fonctionnement, malgré un recul marqué des investissements (7,1 % contre 24,8 %).

Dans l'ensemble, l'exécution budgétaire au premier trimestre 2026 reste dominée par les dépenses de fonctionnement, en particulier les charges de personnel et la dette, tandis que les dépenses d'investissement accusent un retard généralisé. Une accélération de la mise en œuvre des projets d'investissement apparaît nécessaire pour améliorer la qualité de l'exécution budgétaire au cours des prochains trimestres.

Figure 10 : Comparaison des engagements par secteur entre 1T 2025 et 1T 2026



IV. REGIONS

Tableau 21 : Engagement par région 1T 2026

(En milliards d'Ariary)

REGIONS	LFI	MOD	Engagés	Mandatés	Taux d'eng 1T 2026	Taux d'eng 1T 2025
ALAOIRA-MANGORO	13,6	13,7	1,0	0,8	7,5%	10,7%
AMORON'I MANIA	9,8	9,7	0,5	0,5	4,8%	12,7%
ANALAMANGA	276,1	276,2	3,2	2,4	1,2%	2,8%
ANALANJIROFO	13,5	13,6	0,2	0,2	1,4%	4,1%
ANDROY	9,9	10,0	0,5	0,2	5,0%	13,0%
ANOSY	10,3	10,4	1,9	0,8	18,1%	18,8%
ATSIMO-ANDREFANA	68,8	69,0	3,8	2,7	5,5%	3,4%
ATSIMO-ATSINANANA	9,4	9,5	0,4	0,4	4,3%	20,6%
ATSINANANA	23,0	23,2	1,4	0,7	5,9%	13,1%
BETSIBOKA	6,1	6,2	0,0	0,0	0,8%	3,6%
BOENY	15,7	15,9	0,4	0,4	2,8%	11,7%
BONGOLAVA	7,4	7,4	0,3	0,3	3,6%	8,6%
CENTRAL	16 151,0	16 148,5	2 161,4	1 326,5	13,4%	11,9%
DIANA	21,2	21,4	1,9	1,2	9,1%	7,0%
FITOVINANY	11,9	12,0	2,3	0,5	19,3%	9,3%
HAUTE MATSIATRA	19,5	19,6	0,9	0,9	4,7%	9,8%
IHOROMBE	5,6	5,7	0,4	0,4	7,4%	15,1%
ITASY	8,2	8,3	0,7	0,6	8,0%	8,1%
MELAKY	6,2	6,3	0,2	0,1	2,5%	4,0%
MENABE	10,5	10,6	1,2	0,5	11,9%	3,6%
SAVA	11,4	11,4	0,0	0,0	0,2%	3,5%
SOFIA	15,4	15,4	2,7	1,3	17,4%	12,2%
VAKINANKARATRA	19,9	20,0	4,3	4,2	21,4%	24,1%
VATOVAVY	9,0	9,1	1,0	1,0	11,5%	19,8%
EXTERIEUR	11,4	11,4	4,7	4,7	40,8%	37,1%
Total général	16 764,6	16 764,6	2 195,2	1 351,4	13,1%	11,8%

Source : SIIGFP

Le tableau ci-dessus relate les dépenses de fonctionnement et investissement exécutées au niveau des régions. L'analyse comparative des réalisations entre les premiers trimestres des années 2025 et 2026 fait ressortir les principales évolutions suivantes :

Pour les taux d'engagement supérieurs à 25%, seules les représentations extérieures se distinguent avec un niveau déjà élevé de 37,1% en 2025 et en progression à 40, % en 2026.

S'agissant des taux compris entre 15% et 25%, plusieurs évolutions sont observées : la région d'Anosy demeure globalement stable (18,8% en 2025 contre 18,1% en 2026) ; Fitovinany enregistre une nette progression, passant de

9,3% à 19,3% ; Sofia affiche une hausse modérée, de 12,2% à 17,4% ; en revanche, Vakinankaratra connaît un léger repli, de 24,1% à 21,4%.

Globalement, le taux d'engagement progresse légèrement, passant de 11,8% en 2025 à 13,1% au premier trimestre 2026, traduisant une amélioration modérée de l'exécution budgétaire au niveau régional.

V. COMPTE PARTICULIER DU TRESOR

Tableau 22 : Détails du Compte Particulier du Trésor

(En milliers d'Ariary)

Rubrique	LFI 2026	Exécution 1T 2026	Mandatés	Taux de réalisations 1T 2026	Taux de réalisations 1T 2025
Recettes	2 651,6	81,7	81,7	3,1%	9,8%
Avances	0	0	0	0%	0%
Compte de prêts (remboursement)	10,1	0	0	0%	2,2%
Compte de prêts (régularisation/consolidation)	370,7	0	0	0%	0%
Compte de participation	905,2	0	0	0%	0%
Compte de commerce	1 080,2	69,4	69,4	6,4%	13,2%
Compte d'affectation spéciale	282,4	12,3	12,3	4,4%	2,3%
Dépenses	2 836,6	453,1	301,9	42,2%	20,8%
Avances	0	0	0	0%	-
Compte de prêts	278,0	160,4	10,2	57,7%	78,6%
Compte de prêt remboursement	0	0	0	0%	0%
Compte de participation	211,4	0,0	0,0	0%	2,6%
Compte de participation (régularisation)	981,6	0	0	0%	0%
Compte de commerce	1 083,2	285,9	285,9	26,4%	23,8%
Compte d'affectation spéciale	282,4	6,7	5,8	2,4%	1,5%

Source : DGT

Les recettes des comptes de commerce se situent à 69,4 milliards d'Ariary alors que les dépenses payées se totalisent à 285,9 milliards d'Ariary. Le taux d'exécution des dépenses pour les comptes de commerce est de 23,8% alors que les recettes n'atteignent que 13,2%.

L'Etat n'a pas encore reçu de remboursement de prêts de la part des entreprises publiques au cours du premier trimestre 2026. En revanche, les réalisations relatives aux dépenses de prêts se situent à 160,4 milliards d'Ariary, soit 78,6% de l'inscription dans la LF.

Il est à noter que suite aux problèmes techniques au niveau de la BFM, les données relatives aux paiements ne sont pas encore disponibles.

VI. FONDS DE CONTRE-VALEUR

Tableau 23 : Détails des Fonds de Contre-Valeur

(En milliards d'Ariary)

Rubrique	LFI 2026	Exécution 1T 2026	Taux de réalisations 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2025
Recettes	11,3	0,01	0,1%	41,3%
Dépenses	5,5	0,0	0%	0%

Source : DGT

L'exécution des opérations sur fonds de contre-valeur demeure modérée, tant en recettes qu'en dépenses. À titre de comparaison, à la même période l'année précédente, des contrevaleurs de dons hors projets du Gouvernement japonais avaient déjà été mobilisées, contribuant à un niveau d'exécution plus avancé.

VII. OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE

Tableau 24 : Détails des opérations en capital de la dette publique

(En milliards d'Ariary)

Rubrique	LFI 2026	Exécution 1T 2026	Mandatés*	Taux de réalisation 1T 2026	Taux de réalisation 1T 2025
RECETTES					
DETTE INTERIEURE	2 620,8	663,4	-	25,3%	
Bons du Trésor	2 470,8	663,4	-	26,8%	15,9%
Avances	150	0	-	0%	47,6%
Autres	0	0	-	0%	
DETTE EXTERIEURE	5 839,2	1 178,8	-	20,2%	
Amortissement capital	-	-	-	-	
Emprunts	4 711,4	727,9	-	15,4%	12,8%
Financement exceptionnel	1 127,8	450,9	-	40,0%	
Régularisation emprunts	1 000,0	0	-	0%	
DISPONIBILITE MOBILISABLE	-	-	-	-	
DEPENSES					
DETTE INTERIEURE	3 011,0	605,6	-	20,1%	
Bons du Trésor	2 235,5	592,4	-	26,5%	27,2%
Avances	350,0	0	-	0%	33,7%
Autres	425,5	127,6	-	30,0%	6,0%
DETTE EXTERIEURE	1 244,4	298,5	-	24,0%	
Amortissement capital	1 244,4	298,5	-	24,0%	18,9%
Emprunts					
Financement exceptionnel					
Régularisation Emprunts					
DISPONIBILITE MOBILISABLE					

Source : DGT

*La disparité d'exécution des opérations de la dette publique ne permet pas de renseigner les colonnes indiquées

A fin Mars 2026, les remboursements de capital de la dette extérieure ont atteint 24,0% des prévisions annuelles. D'une manière générale, ils suivent les projections établies. Il convient toutefois de préciser qu'il s'agit de statistiques au niveau de la DDP. Les données sur les paiements seront confirmées après la réception des avis de débit émanant de la BFM.

Le montant des tirages de la dette extérieure s'élève à 1 178 milliards d'Ariary, soit 20,2% des prévisions. Les recettes des prêts projets sont estimés à 727,9 milliards d'Ariary tandis que les aides budgétaires (MERG II de la Banque Mondiale) se totalisent à 450,9 milliards d'Ariary.

En ce qui concerne la dette intérieure, le taux de réalisation des tirages de bons du trésor au premier trimestre 2026 est généralement conforme aux estimations prévues. Il en est de même pour le taux de réalisation du remboursement en capital des titres publics qui s'élève à 26,5%. Il n'y a pas encore eu d'opérations sur les avances.

Edité par le Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Générale du Budget et des Finances

Direction du Budget

Service de la Synthèse Budgétaire

Division du Suivi de l'Exécution Budgétaire